

Le Journal des décideurs

# L'économiste

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

## La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Cherté de la vie**

## La Marocaine Vie tient sa digue face à l'inflation

La filiale du groupe Société Générale, La Marocaine Vie a décidé d'augmenter au 1er janvier 2023 les taux servis sur le fonds en dirhams au ... • (Page 06)

**Nigeria**

## La croissance économique a atteint 3,52% au 4e trimestre 2022

De graves inondations ont pesé sur les performances du secteur agricole alors que les vols de brut ont ... • (Page 06)

**Gestion durable des forêts et de la biodiversité**

• (Page 03) **Deuxième mission de la SDSN**

# ONE forest summit à Libreville du 1<sup>er</sup> au 02 mars

## Le fort engagement des différents acteurs pour les ODD salué

Eve de la Mothe Karoubi, Directrice du Projet Bénin entre le Réseau des Solutions pour le Développement ... • (Page 02)

**Session ordinaire du conseil**

## Le rapport d'activités du secrétaire exécutif validé par les élus

Conformément aux dispositions de l'article 96 du code de l'administration territoriale ... • (Page 11)

**Fonds d'Investissement-Agriculture**

## Plus de 625 millions pour la Construction de barrages et réhabilitation de pistes rurales

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a procédé les 24 et 25 février 2023 au lancement des travaux de construction ... • (Page 11)

**Transport maritime**

## Le Port de Lomé est le meilleur port sur la côte ouest africaine

Ministre de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière depuis octobre 2020, Kokou Edem Tengue ... • (Page 10)



**Zone Industrielle de Glo-Djigbé**

• (Page 04)

# La GDIZ obtient la certification biologique pour le soja et la noix de cajou



**Taux de change du Fcfa XOF offert par**

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

## Deuxième mission de la SDSN au Bénin

### Le fort engagement des différents acteurs pour les ODD salué

Eve de la Mothe Karoubi, Directrice du Projet Bénin entre le Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN) et le gouvernement du Bénin accompagnée d'une délégation du réseau a séjourné récemment au Bénin dans le cadre de leur deuxième mission. Au terme de la visite, elle a accordé une interview aux médias et a salué à l'occasion, le fort engagement des acteurs à divers niveaux pour l'atteinte des ODD.

**Q**uels sont les objectifs de cette deuxième mission au Bénin ?

Mon collègue et moi sommes ravis d'avoir l'occasion de revenir en mission à Cotonou au Bénin pour relancer officiellement cette deuxième année de coopération entre le SDSN et le Ministère de l'économie et des finances. L'objectif de cette mission est dans un premier temps d'avoir des retours sur le premier rapport que nous avons publié en 2022 et de préparer l'édition 2023 avec les différents acteurs concernés, les statistiques et surtout avec la thématique identifiée cette année, les acteurs du secteur...

**Que pouvez-vous nous dire de ce qui ressort des échanges avec les différents acteurs rencontrés au cours de cette mission et quels sont selon vous, les principaux défis pour le pays ?**

Ce qui ressort de ces rencontres et des discussions très riches qu'on a eues, c'est déjà l'importante de pouvoir venir échanger en personne et d'avoir l'opportunité de visiter aussi les différents projets et réalisations qui ont été faites dans le cadre de l'émission de l'Eurobond ODD. Ce qui ressort aussi, et c'est



• Eve de la Mothe Karoubi, Cheffe des réseaux, Directrice du Programme de coopération entre le Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN) et le Bénin

toujours le cas quand je suis au Bénin, c'est le fort engagement des différents acteurs pour les ODD. C'est présent dans tous les programmes et projets et toutes les différentes structures qu'on a eu la chance de rencontrer. En termes de défi, ils sont encore importants mais les stratégies et programmes sont en face pour essayer de les combler et atteindre les ODD.

**Qu'en est-il du processus de création du réseau SDSN au Bénin et quelles sont les prochaines étapes ?**

La création du réseau SDSN au Bénin, c'est une grande étape de notre collaboration avec le gouver-

nement. Le réseau qui sera co-piloté par l'Université d'Abomey-Calavi et la Direction de la recherche et des études stratégiques du Ministère de l'économie et des finances (DRES-MEF) a été approuvé par notre instance de gouvernance le mois dernier, en janvier et nous avons eu l'occasion pendant cette mission de rencontrer les différents acteurs, non seulement de la direction du nouveau réseau mais aussi des acteurs du monde académique et de la recherche pour réfléchir ensemble sur le programme de travail, mais surtout pour planifier ensemble le lancement officiel du réseau qui aura lieu en Avril de cette année (2023).

Propos recueillis par B.W.

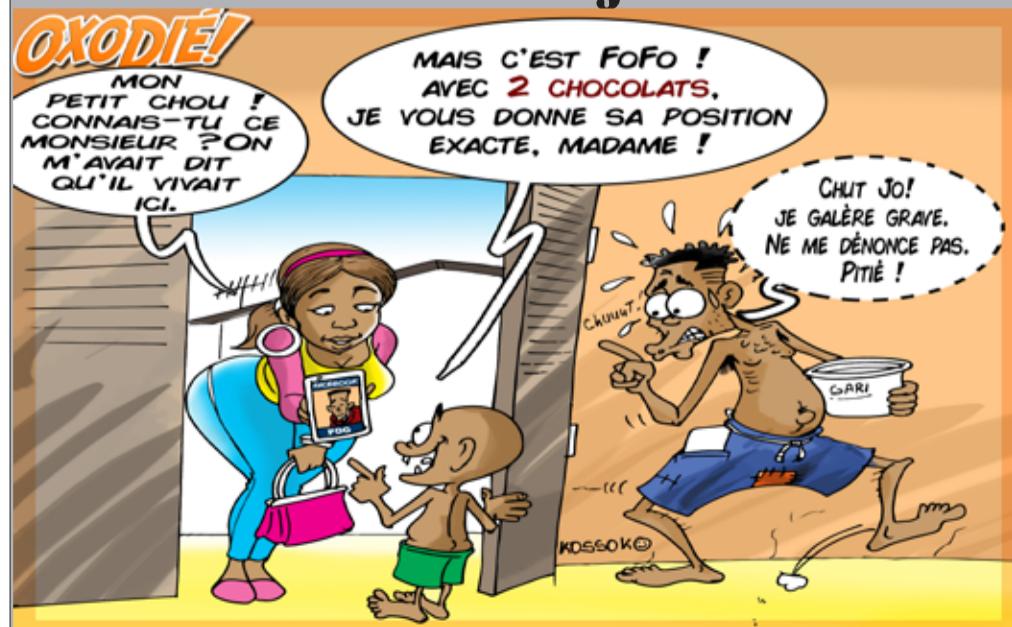
## AUX DECIDEURS...

### Racket aux frontières !

**F**orme de chantage de proximité, avec menaces de violence ou trafic d'influence dans le but d'extorquer de l'argent, des objets ou des renseignements. Ainsi se définit le racket. Au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, les règles qui régissent la vie communautaire prescrivent, entre autres, la libre circulation des personnes et des biens. Ce qui suppose que les Etats membres se sont engagés à lever les obstacles et les entraves à la circulation. En d'autres termes, les barrières policières ne devraient servir qu'à contrôler essentiellement les pièces d'état civil des usagers pour s'assurer de leur identité et de vérifier si ces derniers ne sont pas porteurs éventuellement de produits prohibés. Cette inspection devrait se faire dans un esprit débarrassé d'a priori, donc sans arrière-pensée de vouloir nécessairement causer du tort à l'usager. Mais que constate-t-on ? Exactement le contraire de ce qui devrait s'observer dans un espace communautaire de libre-échange. Aux frontières des pays membres de la CEDEAO, les règles établies pour une libre circulation des personnes et des biens ne sont pas respectées. A Sèmè-Kraké, entre le Bénin et le Nigéria, les usagers sont soumis à des tracasseries de toutes sortes. Exigence de passeport et de collecte de faux frais. Il en est de même à la frontière bénino-nigérienne entre Malanville et Gaya et ce malgré la juxtaposition des postes de contrôle. Les mêmes pratiques ont cours à la frontière du Bénin avec le Burkina Faso. Entre Illacondji au Bénin et Sanvicondji au Togo, la probité des policiers n'est pas parvenue à les soustraire des rackets. Les véhicules en transit sont soumis aux fouilles d'usage. Mais, les agents de sécurité ne s'empêchent guère d'extorquer de l'argent aux usagers. Le même phénomène s'observe aux frontières du Togo avec le Ghana, du Ghana avec la Côte d'Ivoire et ce malgré l'existence d'un autre accord baptisé OCAL : Organisation du corridor Abidjan-Lagos. En définitive, les idées qui ont sous-tendu la création de l'espace communautaire ne sont pas traduites dans les faits. De manière évidente, chaque Etat à travers sa police continue de fonctionner en respectant plutôt les lignes de balkanisation. Avouons que sur ce plan, la CEDEAO n'a pas avancé.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

**Pétrole : le Nigéria veut atteindre son quota OPEP de 1,8 million de barils par jour**

**D**étrôné depuis l'année dernière par l'Angola à la place de premier producteur africain de pétrole, le Nigéria veut mener une offensive pour booster son offre. Selon le directeur général de la compagnie pétrolière nationale (NNPC), Mele Kyari, le pays compte atteindre son quota de production de pétrole agréé par l'OPEP de 1,8 million de barils par jour (bpj). S'exprimant ce vendredi 17 février, le patron de la NNPC a indiqué que la production pétrolière a augmenté de 60% entre juillet 2022 et février 2023, passant ainsi de moins de 1 million de barils par jour à 1,6 million.

## Gestion durable des forêts et de la biodiversité

ONE forest summit à Libreville du 1<sup>er</sup> au 02 mars

Réunion internationale sur les changements climatiques initiée depuis 2017, la 6<sup>ème</sup> édition de "ONE forest summit", se tiendra les 1<sup>er</sup> et 02 mars 2023 à Libreville. Co-organisé par la France et le Gabon, ce rendez-vous réunira des Chefs d'Etats et de gouvernements, des experts, des institutions financières ainsi qu'une diversité d'acteurs de la société civile.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Partie intégrante du bassin du Congo, 2<sup>ème</sup> plus grande forêt tropicale du monde après l'Amazonie, le Gabon dont 88% des terres sont couvertes par la forêt tropicale avec une faune riche et variée, accueille la 6<sup>ème</sup> édition du Sommet « One Planet ». S'appuyant sur l'expérience des précédents sommets One Planet, ce sommet auquel sont annoncés des chefs d'Etats, des dirigeants d'organisations internationales et d'autres, se donne pour objectif de déboucher sur de nouveaux engagements et des initiatives concrètes sur : la progression des connaissances et la promotion de la coopération scientifique sur les écosystèmes forestiers ; la promotion de chaînes de valeur durables dans le secteur forestier ; le développement de sources de financement innovantes notamment en explorant les solutions de conservation de la biodiversité fondées sur le marché. La première journée, 1<sup>er</sup> mars, le som-

met réunira des membres de gouvernements et de la société civile ainsi que des experts afin d'avancer sur l'ambition portée par les trois principaux axes du One Forest Summit. Les participants auront l'opportunité de prendre part à des événements ministériels et des sides events sur ces trois piliers du Sommet. La seconde journée, le 2 mars, sera consacrée à la séquence de haut niveau du One Forest Summit, réunissant les chefs d'Etats et de gouvernements sur le sujet du bassin du Congo et des défis communs rencontrés par les bassins forestiers tropicaux africain, amazonien et asiatique.

### Le Gabon, un modèle de protection de l'environnement

Possédant le plus grand troupeau d'éléphants de forêt (95 000), espèce aujourd'hui en danger critique d'extinction, le Gabon fait partie du bassin du Congo, la deuxième plus grande forêt tropicale du monde après l'Amazonie. Le pays



se trouve sur l'équateur et environ 88% de ses terres sont couvertes par la forêt tropicale avec une faune riche et variée. Parmi les autres espèces en voie d'extinction, le pays qui s'est montré bon élève en matière de protection de l'environnement dans le monde, compte environ 30 000 gorilles et chimpanzés. Par ailleurs, environ 10 000 espèces végétales ont été recensées au Gabon.

### 22 % des terres dans

### des aires protégées

Pour protéger la biodiversité, le Gabon dispose d'un réseau de 13 parcs nationaux. Au total, 22% des terres du Gabon se trouvent dans des aires protégées, et 60% des terres sont gérées au sein de concessions forestières durables dans lesquelles 1 à 2 arbres sont abattus tous les 25 ans. En 2018, le pays a consacré 26% de ses eaux marines en aires marines protégées. Le Gabon encourage égale-

ment le développement de l'écotourisme.

Les études mondiales ont prouvé que le Gabon est un champion en matière de conservation de l'environnement. En 2021, le compte carbone du Gabon soumis à la CCNUCC a montré que le pays absorbe plus de carbone qu'il n'en émet ; ce qui équivaut à absorber et compenser 25% des émissions annuelles de carbone du Royaume-Uni. Les forêts du bassin

du Congo sont particulièrement importantes en tant que puits de carbone, car la quantité de carbone que les forêts africaines peuvent séquestrer via la photosynthèse est relativement stable depuis trois décennies. Pour comparaison, les forêts amazoniennes ont un taux de séquestration du carbone qui diminue depuis les années 90.

Aussi, d'après des études mondiales, l'exploitation forestière durable permet de stabiliser les températures. L'exploitation forestière contrôlée au Gabon a permis une croissance économique soutenue et la création d'emplois tout en permettant que ses forêts demeurent d'importants puits de carbone. En effet, le développement d'entreprises écoresponsables au Gabon a résulté sur une industrie de transformation du bois qui génère quatre fois les revenus de l'exportation de grumes (précédemment la norme), tout en triplant le nombre d'emplois dans le secteur.

## Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km <sup>2</sup>	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020

Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics
Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016

## Zone Industrielle de Glo-Djigbé

## La GDIZ obtient la certification biologique ECOCERT pour le soja et la noix de cajou

La Société d'Investissement et de la Promotion de l'Industrie (SIPI-BENIN S.A.), chargée du développement de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), a obtenu, le 25 janvier 2023, la Certification Biologique délivrée par Ecocert (leader mondial de la certification biologique) pour la production, la préparation et l'exportation du soja et de la noix de cajou, conformément au standard biologique d'Ecocert (EOS, règlement européen) et au National Organic Program (NOP, règlement biologique de l'USDA..

**Communiqué de presse**

**La Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) obtient la certification biologique ECOCERT pour le soja et la noix de cajou.**

**Glo-Djigbé, le 24 février 2023** - La Société d'Investissement et de la Promotion de l'Industrie (SIPI-BENIN S.A.), chargée du développement de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), a obtenu, le 25 janvier 2023, la Certification Biologique délivrée par Ecocert (leader mondial de la certification biologique) pour la production, la préparation et l'exportation du soja et de la noix de cajou, conformément au standard biologique d'Ecocert (EOS, règlement européen) et au National Organic Program (NOP, règlement biologique de l'USDA).

SIPI-BENIN S.A. a été auditée et certifiée selon :

- le programme de certification reconnu comme équivalent aux dispositions du règlement CE n° 834/2007 pour l'exportation de produits biologiques vers l'Union européenne ;
- le programme biologique reconnu comme équivalent aux dispositions des règlements CE n° 834/2007, 889/2008 et 1235/2008 pour l'exportation de produits biologiques vers la Grande-Bretagne.

SIPI-BENIN S.A. a obtenu cette certification en mettant en œuvre une stratégie visant à accompagner et soutenir les producteurs agricoles béninois dans leur progression vers une production plus durable. Dans le cadre du développement des filières Soja et Anacarde, SIPI-BENIN S.A. conseille plus de cent quarante mille (140.000) agriculteurs de huit cents (800) villages du Bénin, et travaille avec ces exploitants agricoles pour passer des méthodes d'agriculture conventionnelles aux pratiques d'agriculture durable.

Cette certification témoigne de l'engagement de SIPI-BENIN S.A. à développer au Bénin, une agriculture durable, et à fournir les meilleurs produits agricoles aux investisseurs, qui installent leurs usines dans la GDIZ.

" Nous sommes fiers de cette certification qui confirme que les matières premières agricoles, notamment le soja et la noix de cajou que la GDIZ met à la disposition des investisseurs, sont produits dans le respect des réglementations les plus strictes. Nos équipes sont réparties dans tout le pays dans le but de former les acteurs des chaînes de valeur de la noix de cajou et du soja pour l'amélioration de la production, de la traçabilité et de la qualité des noix de cajou brutes et du soja. SIPI-BENIN S.A. s'engage à promouvoir le secteur agricole en facilitant l'appui technique aux producteurs agricoles béninois, afin d'augmenter la productivité, de garantir la qualité des produits, de développer l'agro-industrie, et de faire de ce secteur une véritable source de création de richesses au Bénin", a déclaré M. Létondji BEHETON, Directeur Général de SIPI-Benin S.A.

**A propos de la GDIZ**

La Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), développée par la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie - BENIN (SIPI-BENIN SA), est une joint-venture entre Arise Integrated Industrial Platforms (IIP) et la République du Bénin.

La GDIZ est une Zone Industrielle dynamique de 1 640 hectares (phase 1 : 400 ha) développée par ARISE Integrated Industrial Platforms (IIP) qui compte parmi ses infrastructures plusieurs Zones Industrielles en Afrique, notamment au Gabon (Zone Economique Spéciale du Gabon) et au Togo (Plateforme Industrielle d'Adetikope) et dans d'autres pays du continent Africain.

Suivez-nous pour être informés de toutes les opportunités disponibles à la GDIZ et abonnez-vous à nos différents canaux numériques.

- [www.facebook.com/GDIZBenin](https://www.facebook.com/GDIZBenin)
- [www.linkedin.com/company/gdizbenin](https://www.linkedin.com/company/gdizbenin)
- [www.gdiz-benin.com/careers/](https://www.gdiz-benin.com/careers/)

**A propos du Groupe Ecocert**

Engagé depuis près de 30 ans dans le développement de l'agriculture biologique en France et dans le monde, le Groupe ECOCERT est devenu le leader mondial de la certification en agriculture biologique et en cosmétique biologique. Le Groupe est présent dans plus de 130 pays à travers un réseau international de 26 filiales.

**Certificate**  
N° 268424/202301251425  
Ecocert SAS hereby confirms that:  
**SOCIÉTÉ D' INVESTISSEMENT ET DE PROMOTION DE L' INDUSTRIE (SIPI) BÉNIN**  
Rte 612, Quartier: Patte D'oie ZA, Maison: YESSOUFOU AFOUSSATOU KARIMOUBENIN, 00229, COTONOU- BENIN  
Has been audited and certified to the USDA organic regulations, 7 CFR Part 205 National Organic Program

**Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ) obtains the ECOCERT organic certification for soya and cashew.**

**Certificat**  
N° 268424/202301251425  
Ecocert SAS confirme par la présente que:  
**SOCIÉTÉ D' INVESTISSEMENT ET DE PROMOTION DE L' INDUSTRIE (SIPI) BÉNIN**  
Rte 612, Quartier: Patte D'oie ZA, Maison: YESSOUFOU AFOUSSATOU KARIMOUBENIN, 00229, COTONOU- BÉNIN

**La Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) obtient la certification biologique ECOCERT pour le soja et la noix de cajou.**

Installations illicites des répéteurs et amplificateurs de signaux

## L'ARCEP Bénin met en garde les faussaires

L'ARCEP BENIN met en garde les acteurs qui installent de manière illicite des répéteurs et amplificateurs de signaux sur les réseaux des opérateurs mobiles. C'est dans un communiqué que le régulateur lance l'appel aux faussaires.



### COMMUNIQUÉ

Dans le cadre des activités de contrôle de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP BENIN), il m'a été donné de constater que des individus non autorisés, procèdent à l'installation des répéteurs et amplificateurs de signaux sur les réseaux des opérateurs mobiles.

Ces équipements installés en violation des textes en vigueur, créent des interférences sur les réseaux des opérateurs mobiles régulièrement autorisés, dégradant ainsi la qualité des services offerts aux consommateurs.

A cet effet, il est rappelé que toute importation, vente ou utilisation de ces équipements, sur l'ensemble du territoire national sans autorisation, sont constitutives d'infractions pénales au regard des dispositions des articles 260 et 262 de la loi n° 2017-20 du 20 avril 2018 portant code du numérique en République du Bénin.

En conséquence, toute personne qui aura été identifiée en lien avec ces faits fera l'objet de poursuite conformément aux dispositions légales en vigueur en République du Bénin.

Fait à Cotonou, le **LI 6 FEV 2023**

Le Président,  
  
 Flavien BACHABI

Tél: +229 21 31 01 65 Fax: +229 21 31 00 67 E-mail: contacts@arcep.bj Site web: www.arcep.bj 01 BP 2034 Cotonou

Règlement des litiges commerciaux

## Le CAMEC lance une première édition de formation des acteurs

Le CAMEC organise une première édition de formation à titre payant au métier du médiateur du mercredi 29 au vendredi 31 mars 2023 au siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin). Lire le communiqué



### COMMUNIQUE PRESSE ECRITE

#### FORMATION EN MEDIATION COMMERCIALE

Le CAMEC, Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation du Bénin, a pour mission de faciliter le règlement des litiges commerciaux par des mécanismes extrajudiciaires.

Depuis, une vingtaine d'années, le CAMEC œuvre pour la formation et le renforcement des capacités de ses arbitres, médiateurs agréés et des juges consulaires.


Pour répondre aux nombreuses sollicitations du public, le CAMEC organise une première édition de formation à titre payant au métier du médiateur **du mercredi 29 au vendredi 31 mars 2023** au siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin).

Les inscriptions sont ouvertes à toute personne intéressée à compter du **jeudi 16 février 2023 jusqu'au vendredi 10 mars à 17h 30** à l'adresse [camec@ccib.bj](mailto:camec@ccib.bj) ou au siège du CAMEC sis au quartier « haie-vive » de Cotonou, ou par téléphone +229 68 63 70 70 ou 69 33 70 70.

Coût de la formation : 150.000 FCFA

Les places étant limitées, seuls les premiers inscrits seront retenus.

**Le Secrétaire Permanent**  
 William SOUROU



**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.**  
 Afrique de l'Ouest  
 Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
 ☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

**ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN**  
 Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2983 Cotonou  
 Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

### COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

#### Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

**Modules de formation**

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.  
 Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39  
**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**

## Cherté de la vie

## La Marocaine Vie tient sa digue face à l'inflation

La filiale du groupe Société Générale, La Marocaine Vie a décidé d'augmenter au 1er janvier 2023 les taux servis sur le fonds en dirhams au titre de 2022 pour atténuer l'impact de la forte inflation sur le rendement de l'épargne de ses clients. « Cette hausse du taux de rendement réaffirme notre engagement envers notre clientèle dans les moments qui comptent », confie Faïçal Zahlane, directeur général adjoint de La Marocaine Vie.

Quelle évaluation faites-vous de l'activité de la compagnie en 2022 ?

Bien que nous ne disposions pas encore des chiffres définitifs, nous pouvons considérer que l'activité de La Marocaine Vie s'est bien portée cette année. S'agissant de l'activité bancassurance, les réalisations en nombre de contrats d'épargne à versements programmés, de prévoyance et de santé sont en augmentation en 2022, une véritable performance si l'on considère le contexte inflationniste affectant la capacité d'épargne des ménages et la généralisation de l'assurance maladie obligatoire (AMO) pour les travailleurs non-salariés opérée en début d'année ayant impacté les offres d'assurance santé individuelle de base (destinées aux personnes ne bénéficiant jusque-là d'aucune couverture santé).

Parallèlement, dans un contexte de marché marqué par un manque de visibilité pour les investisseurs, l'épargne patrimoniale affiche un niveau de collecte équivalent à celui de l'année précédente, avec un maintien de la part des unités de compte au même niveau élevé que 2021, tandis que le segment épargne en unités de compte accuse cette année un net recul sur le marché marocain. Même constat pour la retraite complémentaire qui enregistre un volume d'activité comparable à celui de 2021 malgré un léger ralentissement ces deux derniers mois, au lendemain de la présentation des orientations du projet de loi de finances 2023.

Aviez-vous des appréhensions sur les changements de la fiscalité des produits d'épargne ?

Même s'il peut impacter (de façon contenue) le chiffre d'affaires des assureurs s'il est perçu par le client comme une perte d'avantages, nous accueillons ce changement avec sérénité. C'est que la loi de finances 2023 devrait renforcer la vocation du régime de retraite complémentaire. En fixant notamment une rete-



nue à la source de 15% (au lieu des 30% initialement envisagés) et en relevant l'abattement de 40 à 70% pour les contrats d'épargne-retraite (tout en baissant l'âge requis de 50 à 45 ans pour bénéficier de sa retraite complémentaire à taux plein), la constitution d'une épargne à long terme est davantage encouragée, favorisant ainsi la préservation du pouvoir d'achat des clients à leur départ à la retraite, en palliant les insuffisances des régimes de base ne pouvant maintenir le niveau de vie des classes moyennes et aisées marocaines.

Nous avons évidemment également un rôle à jouer en tant qu'assureurs pour accompagner ce changement. A La Marocaine Vie, nous avons prévu en 2023 plusieurs actions de sensibilisation et de pédagogie à l'attention du plus grand nombre et une démarche commerciale adaptée, rappelant les avantages très attractifs devant inciter à miser très tôt sur les produits de retraite par capitalisation pour vivre plus sereinement ses vieux jours.

Aviez-vous intégré le fait que certains clients soient tentés par le rachat anticipé de leur épargne ?

Alors qu'il n'était encore qu'au stade des discussions, le projet de loi de finances a immédiatement suscité de vives réactions parmi nos clients disposant d'un produit de retraite complémentaire qui ont très rapidement manifesté de nombreuses craintes. Notre mérite a été de réagir vite et de façon adaptée. Dès la publication des orientations du projet de loi de finances en octobre dernier, nous avons immédiatement mis en place une « task force » regroupant nos conseillers

clients, nos équipes gestion et nos forces commerciales mobilisées sur le terrain pour accompagner au mieux nos clients dans ce contexte. Cette organisation nous a permis d'affronter l'afflux soudain d'appels et la hausse des demandes de simulation et de rachat provoquée.

Comment la forte inflation et la baisse des taux d'intérêt réels impactent-elle les placements d'assurance-vie ?

Il est vrai que face à l'envolée des prix, les clients semblent de plus en plus s'interroger sur l'intérêt des placements financiers qui détruiraient de la valeur selon eux, générant des taux de rendement aux alentours de 3% face à une inflation plus importante (de l'ordre de 6,6% en 2022 selon les prévisions de Bank Al Maghrib). Soulignons néanmoins que ce doute concerne tous les instruments financiers. Si l'assurance-vie ne fait pas exception, elle a le mérite de présenter d'autres arguments convaincants (comme la diversification, le surplus de rendement et la transmission du patrimoine en cas de décès en toute sécurité). Précisons également que ce n'est pas une tendance que nous subissons. A travers une proximité renforcée et un conseil personnalisé, nous proposons aux épargnants des alternatives en identifiant pour eux les bonnes opportunités de placement dans ce contexte. La hausse du taux directeur (pour juguler l'inflation) générant notamment une hausse du rendement des obligations, nous pouvons les inciter à investir progressivement dans des obligations mieux rémunérées.

Financial Afrik

## Nigeria

## La croissance économique a atteint 3,52% au 4e trimestre 2022



De graves inondations ont pesé sur les performances du secteur agricole alors que les vols de brut ont fait chuter la production de pétrole à 1,34 million de barils en moyenne par jour au quatrième trimestre 2022 contre 1,50 million de barils durant la même période de 2021. La croissance de l'économie nigériane s'est limitée à 3,52 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2022 contre 3,98 % durant la même période de 2021, en raison des inondations qui ont détruit de nombreuses exploitations agricoles et du recul de la production pétrolière, a annoncé l'Office national des statistiques (NBS) dans un rapport publié mercredi 22 février. « Bien que le secteur de l'agriculture ait progressé, ses performances ont été considérablement réduites par les inondations survenues dans le pays », a-t-on précisé de même source. L'Office a également indiqué que la hausse des coûts de production engendrée par l'envolée des prix du diesel a pesé sur l'activité industrielle, qui s'est contractée de 0,94% en comparaison avec le quatrième trimestre 2021. Entre le 1er octobre et le 31 décembre de l'année écoulée, le secteur pétrolier s'est contracté de 13,38 % en glissement annuel. La production de pétrole a chuté à une moyenne quotidienne de 1,34 million de barils par jour au quatrième trimestre 2022, contre 1,50 million de barils par jour au même trimestre de 2021.

L'Office national des statistiques a d'autre part souligné que la croissance de l'économie nigériane au dernier trimestre 2022 marque la neuvième évolution trimestrielle positive consécutive du PIB de ce pays d'Afrique de l'Ouest, indiquant que la croissance économique sur l'ensemble de l'année écoulée s'est établie à 3,1%.

En 2020, le Nigeria avait enregistré une profonde récession due aux chocs combinés de la Covid-19 et de la baisse des recettes pétrolières. Cette année-là, le PIB du pays avait plongé de près de 8 % au deuxième trimestre. Mais la croissance économique a commencé à remonter progressivement à partir du quatrième trimestre 2020.

## Maroc Telecom

## Le bénéfice net consolidé recule de 47,4% en 2022, mais des opportunités subsistent

Une amende inattendue et la concurrence au Maroc ont respectivement accru les charges et limité la croissance des revenus pour le groupe Itissalat Al Maghrib. Le bénéfice net de 2022 est ainsi en repli. Des opportunités existent cependant pour les nouveaux investisseurs boursiers. Pour le compte de l'exercice 2022, le groupe marocain de télécommunications Itissalat Al Maghrib (Maroc Telecom) a déclaré un bénéfice net consolidé de 342 millions d'euros (364,7 millions \$), selon des chiffres audités et sa nouvelle approche comptable, qui est celle du standard international IFRS 16. Cette performance est en baisse de 47,5%, en comparaison avec celle de l'année 2021 sur les mêmes bases. Elle s'explique surtout par le fait d'une amende de près de 235 millions d'euros que lui a imposée le régulateur marocain du secteur de télécommunications en 2022, et qui a fait progresser la rubrique sur les autres charges de près de 51,5%. Mais même sans cette amende, le bénéfice net du groupe de télécommunications aurait reculé, en raison de la forte concurrence sur son principal marché (Maroc) qui y limite l'évolution du chiffre d'affaires, et une progression des activités plus modérée sur ses marchés de croissance en Afrique subsaharienne. Malgré ce bilan un peu mitigé, les analystes de marchés financiers restent confiants sur le titre Maroc Telecom coté sur la Bourse de Casablanca. Selon des informations rapportées par Médias24, un média local spécialisé dans les informations économiques et financières, Alpha Mena a recommandé d'acheter les actions de l'entreprise, car elle a un potentiel de hausse de 46,7% sur les six prochains mois. Maroc Telecom et sa marque Moove Africa continuent de se régionaliser et gagner des parts de marchés sur plusieurs marchés d'Afrique subsaharienne, où existe un fort potentiel de croissance des revenus, notamment de l'internet, à mesure que les sociétés de cette région se digitalisent et que l'utilisation de l'internet rentre dans les habitudes. Aussi, le repli de valeur concédé en 2022 a engendré de l'opportunité pour de nouveaux investisseurs. Ces derniers peuvent s'attendre à un retour sur investissement plus important, avec un rendement par action estimé à 6,23%, soit deux fois la moyenne depuis 2019. Par ailleurs, le délai pour recouvrer son investissement est désormais plus court. Cela est le fait d'un ratio de cours sur bénéfice qui est désormais estimé à 14x, contre 49x en 2019.



## Côte d'Ivoire

## Le gouvernement veut mobiliser plus de 1,6 milliard \$ pour le financement de la PONADEPA 2022-2026

La Côte d'Ivoire veut réduire sa dépendance de l'extérieur pour son approvisionnement en protéines animales. A cet effet, Abidjan multiplie les initiatives visant à renforcer les filières de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture. Le gouvernement ivoirien ambitionne de mobiliser plus de 1,6 milliard de dollars afin de financer sa Politique nationale de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (Ponadepa 2022-2026). L'information a été publiée dimanche 26 février sur le site Web du gouvernement. Ces fonds visent à mettre en œuvre cinq stratégies nationales de développement du domaine de l'élevage, la pêche et l'aquaculture, adoptées par les autorités ivoiriennes. Il s'agit de la stratégie nationale de promotion et de coordination des initiatives dans les secteurs des ressources animales et halieutiques, la stratégie nationale de développement des productions animales, la stratégie nationale de gestion durable de la pêche, la stratégie nationale de développement de l'aquaculture et la stratégie nationale d'amélioration de la santé publique vétérinaire.

Ecofin du 27 Février 2023

vendredi 24 février 2023

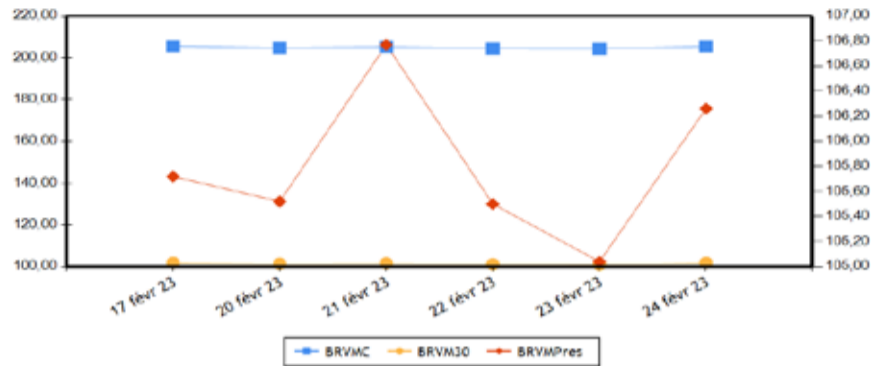
N° 40

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>205,37</b>
Variation Jour	0,52 %
Variation annuelle	1,06 %

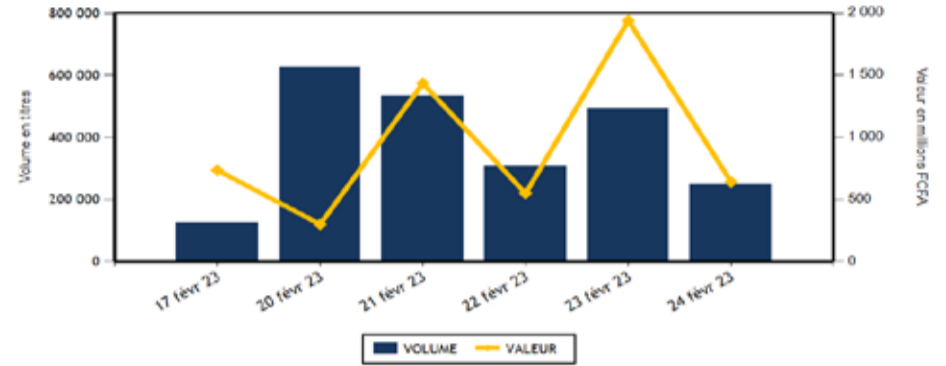
<b>BRVM 30</b>	<b>101,81</b>
Variation Jour	0,84 %
Variation annuelle	1,81 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>106,26</b>
Variation Jour	1,16 %
Variation annuelle	6,26 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 640 163 260 845	0,52 %
Volume échangé (Actions & Droits)	248 067	-35,86 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	621 628 330	-52,33 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	13	30,00 %
Nombre de titres en baisse	20	33,33 %
Nombre de titres inchangés	10	-41,18 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	695	6,92 %	-13,13 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 330	3,50 %	-5,00 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 300	3,13 %	3,13 %
SOGB CI (SOGC)	5 750	2,77 %	1,41 %
TOTAL SN (TTLS)	2 650	2,71 %	4,54 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,26	1,16 %	6,26 %	191 924	387 365 815	6,18
BRVM-PRINCIPAL	36	98,07	-0,16 %	-1,93 %	56 143	234 262 515	9,68

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	98,13	0,05 %	-5,84 %	2 177	4 423 995	25,32
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	496,53	0,83 %	1,50 %	47 475	476 748 540	8,98
BRVM - FINANCES	15	76,71	0,29 %	1,59 %	181 883	97 022 550	6,99
BRVM - TRANSPORT	2	329,77	0,36 %	-3,49 %	4 081	5 392 670	5,25
BRVM - AGRICULTURE	5	295,38	0,47 %	4,17 %	7 601	29 724 845	5,70
BRVM - DISTRIBUTION	7	365,11	0,36 %	1,83 %	3 456	6 754 450	25,16
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 381,95	-5,49 %	17,89 %	1 394	1 561 280	13,45

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,06
Taux de rendement moyen du marché	7,52
Taux de rentabilité moyen du marché	8,60
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	118
Volume moyen annuel par séance	439 003,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 180 745 318,69

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	9,98
Ratio moyen de satisfaction	14,00
Ratio moyen de tendance	140,37
Ratio moyen de couverture	71,24
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	6,51
Nombre de SGI participantes	30

## Définitions

Volume moyen annuel par séance  
Valeur moyenne annuelle par séance  
Ratio moyen de liquidité  
Ratio moyen de satisfaction  
Ratio moyen de tendance  
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances  
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation  
PER moyen du marché  
Taux de rendement moyen  
Taux de rentabilité moyen  
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)  
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
Fax : +225 20 32 66 84  
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA



Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel  
allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202  
parcelle « d », Cotonou - BENIN  
001 BP 8690 RP  
uca@ucasgi.com  
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
(229) 21 31 00 21  
www.ucasgi.com



Carré 211 St Michel  
immeuble SGI-Bénin 01 BP  
4546 Cotonou.  
Tél : (229) 21 31 15 41  
21 31 15 71



Groupe BMCE BANK  
BOA CAPITAL SECURITIES  
Siège BOA Benin,  
Boulevard de France  
Tel : (229)  
21315343/64182121



Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8668 RP Cotonou  
contact@sgi-agi.com  
+229 21318733  
+229 21316065



Avenue Steinmetz Face  
Immeuble Air Gabon 01 BP  
6002 COTONOU BENIN  
Tél : (229) 21 31 88 35 /  
21 31 88 36



BIIC Financial Services  
Société de gestion et d'intermédiation  
Boulevard Saint Michel  
Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
01 BP. 7700 Cotonou  
Tél. +229 21324875  
Tél. +229 21324876  
sgjbf@biic-financialservices.com





# Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2023:

1.Libye : 19,01 FCFA	14.Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26.Namibie : 754,54 FCFA	37.Guinée : 855,50 FCFA
2.Angola : 195,35 FCFA	15.Benin : 650 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	38.Mali : 881,72 FCFA
3.Algérie : 205,19 FCFA	16.Ethiopie : 654,24 FCFA	28.Afrique du sud : 761,38 FCFA	39.Sénégal : 890,90 FCFA
4.Egypte : 267,47 FCFA	17.Soudan : 659,49 FCFA	29.Côte d'ivoire : 775 FCFA	40.Kenya : 892,21 FCFA
5.Nigeria : 278,61 FCFA	18.Mauritanie : 681,77 FCFA	30.Ghana : 780,11 FCFA	41.Djibouti : 898,11 FCFA
6.Tunisie : 499,59 FCFA	19.Sierra Leone : 685,71 FCFA	31.Lesotho : 780,11	42.Zambie : 899,53 FCFA
7.Tchad : 518,54 FCFA	20.Togo : 700,79 FCFA	32.Madagascar : 812,23 FCFA	43.Rwanda : 909,25 FCFA
8.Niger : 557,22 FCFA	21.Botswana : 705,37 FCFA	33.Cap-vert : 826,65 FCFA	44.Burundi : 963,66 FCFA
9.Gambie : 590 FCFA	22.Tanzanie : 744,71 FCFA	34.Mozambique : 837,14 FCFA	45.Seychelles : 994,47 FCFA
10.Gabon : 605 FCFA	23.Libéria : 734,87 FCFA	35.Maroc : 844,35 FCFA	46.Ouganda : 1022,01 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24.Comores : 750 FCFA	36.RDC : 853,53 FCFA	47.Maurice : 1035,12 FCFA
11.Congo : 625 FCFA	25.Burkina Faso : 750 FCFA		48.Malawi : 1048,23 FCFA
12.Cameroun : 630 FCFA			49.Érythrée : 1311,10 FCFA
13.Somalie : 635,89 FCFA			50.République centrafricaine : 1.500 FCFA

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Lion** Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Vierge**

### Balance

Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

### Scorpion

Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

### Sagittaire

Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

### Capricorne

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

### Verseau

La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

### Poissons

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de

Communication "CHEZ VOUS"  
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83  
Email : leconomistbenin1@gmail.com  
Site : www.leconomistbenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU  
(97 720 976)

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI  
Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)  
Sylvestre TCHOMAKOU  
Falco Vignon

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)  
Mouhamed Bouhari SAÏDOU  
(Br. Borgou/Alibori)

### Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

### Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

### Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO  
(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)

Transport maritime

# Le Port de Lomé est le meilleur port sur la côte ouest africaine

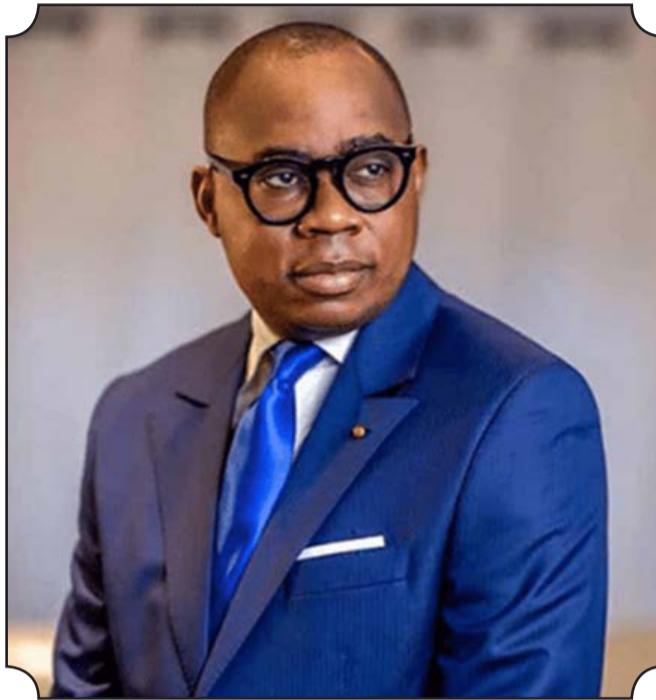
Ministre de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière depuis octobre 2020, Kokou Edem Tengue estime que le «Port de Lomé est le meilleur de l'Afrique de l'Ouest». Le statut de port franc, terminal d'éclatement centre et ouest-africain en eaux profondes, confère à cette plateforme et, au-delà, au Togo entier, une position de hub logistique et industriel qui vient conforter une place acquise de longue date de centre financier africain, siège des holding et des grands groupes bancaires à l'instar de Ecobank Transnational Incorporated, Oragroup, BIDC, BOAD, etc. Entretien.

**Quelle est la place de Lomé dans l'écosystème portuaire ouest africain ?**

Lomé est le meilleur port sur la côte ouest africaine par lequel on peut atteindre plusieurs capitales en un seul jour. Le Port de Lomé offre ainsi l'avantage d'acheminement des marchandises à des délais et des coûts très compétitifs. Il agit comme bras de mer des pays sans littoral que sont le Burkina Faso, le Niger, le Mali et même le Tchad. Le bassin du Port est délimité par deux digues de 950 m et 1720 m de long qui le protègent de l'ensablement. Par ailleurs, Lomé bénéficie d'un marnage faible (1.20 m) et de vents modérés. Ces conditions permettent ainsi un accès au Port 24 heures sur 24 à tout type de navire. Grâce au statut de port franc dont jouit le Port de Lomé, la manutention et le transfert des marchandises dans l'enceinte portuaire s'effectuent sans contraintes douanières, permettant ainsi un gain de temps dans les opérations de traitement des navires et des marchandises. Le Port de Lomé abrite une vaste zone franche à vocation industrielle où sont implantées des unités de production industrielles. Le port a acquis depuis fin 2020, une notoriété certaine en Afrique Subsaharienne en devenant le premier port à conteneurs de la région et le 4<sup>-ème</sup> de l'Afrique, derrière Tanger Med au Maroc, Port Saïd en Egypte et Durban en Afrique du sud et devant le 99<sup>-ème</sup> port à conteneurs mondial. Depuis, la place portuaire de Lomé a conforté sa position en passant à la 98<sup>-ème</sup> place en 2021 et à la 96<sup>-ème</sup> place en 2022. Le hub logistique togolais n'est plus un vœux pieux mais une réalité en construction. Au delà des conteneurs, plusieurs importations d'hydrocarbures, de clinker, de blé et d'engrais pour les pays de la sous région passent par le port de Lomé qui ne cesse de travailler à son amélioration constante.

**Quelles ont été les réformes majeures à l'origine de ces performances ?**

Il faut ici saluer la clarté de la vision du chef de l'Etat, le président Faure Gnassingbé qui a compris avant la plupart de ses homologues que l'amélioration des capacités logistiques des ports par des partenariats public-privé bien structurés était une condition importante au développement. Le Togo a donc commencé par faire évoluer son port d'un modèle de port opérateur à celui de port propriétaire ou landlord (Autorité portuaire) en signant avec des sociétés dont le cœur de métier est l'exploitation des terminaux des concessions. La plus aboutie est



celle entre le Togo et la LCT, une joint-venture entre le groupe Italo suisse MSC et la China Merchant Holding avec le soutien financier de la SFI. Ces réorientations stratégiques valent aujourd'hui au Togo son succès.

**Peut-on dire que l'objectif du Togo est de structurer un hub logistique, financier et industriel ?**

Absolument ! Nous avons évoqué la première place de la plateforme portuaire Togolaise en Afrique subsaharienne en ce qui concerne les conteneurs. Vous n'êtes pas sans savoir que les flux physiques de marchandises sont souvent accompagnés de flux financiers pour le règlement des commandes de ces marchandises. Lomé concentre en plus de ces performances portuaires, le siège de plusieurs banques à vocation régionales comme la Banque Ouest africaine de développement (BOAD), la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO qui est la BIDC, le siège du groupe Ecobank qui est un groupe Panafricain ainsi que celui d'Oragroup qui a une vocation sous régionale aussi. Sans oublier également que Lomé abrite le siège de la compagnie aérienne panafricaine ASKY. Il est possible de joindre toutes les capitales ouest africaines à partir de Lomé par la mer, les airs ou la route. Lomé est donc une porte d'entrée de l'Afrique de l'Ouest. Le Togo n'est donc plus loin de son rêve de devenir le hub logistique et financier d'Afrique de l'ouest.

**Quelles étaient vos attentes par rapport à la COP 27 en tant qu'acteur portuaire d'un pays où l'érosion maritime constitue une menace immédiate ?**

Nous espérons une prise en compte des efforts

du secteur maritime dans les plans nationaux de réduction d'émission. Nous pensions également que des normes internationales de construction d'infrastructures maritimes, notamment en termes de rétablissement du transit sédimentaire, allaient faire l'objet de discussions. Enfin, nous nous attendions à ce que des recommandations fortes soient adoptées pour les carburants moins polluant. Si le transport maritime était un pays, il serait le 10<sup>-ème</sup> pollueur de la planète. Il faudra garder cela à l'esprit. Mais, malgré les espoirs déçus, cette COP signe une meilleure compréhension des défis et des opportunités que présente le secteur maritime pour l'agenda climatique.

**Comment réformer l'industrie portuaire et maritime à la lumière des défis climatiques ?**

De nouveaux carburants, de nouvelles technologies et de nouveaux modes opératoires sont nécessaires à une évolution vers une navigation verte. Cela ne fait l'ombre d'aucun doute. D'autres mesures pratiques pour réduire les émissions aujourd'hui incluent la réduction de la vitesse (slow steaming), bien qu'il faille en étudier l'impact sur l'offre et la demande de transport maritime internationales.

Finalement, la digitalisation est également une piste. À mesure que les navires se digitalisent, il sera facile de comprendre de mieux en mieux les performances de la flotte en matière d'émission, l'impact des mesures prises pour réduire les émissions, les meilleures pratiques pour optimiser l'efficacité énergétique, ce qui facilitera les décisions d'investissement dans le secteur.

**Quid de l'encadrement de la pêche maritime dans un contexte de fortes pressions sur les ressources et, s'agissant de l'Afrique de l'Ouest, de la montée de la pêche illicite ?**

L'encadrement de la pêche est nécessaire car c'est un moyen de subsistance pour nombre de nos compatriotes. Il faut lutter contre la surpêche, les méthodes de pêches non légales et non réglementaires ainsi que la pêche clandestine dans les eaux de nos pays par des bateaux étrangers ne disposant pas de licences de pêche. Nous devons également encourager et tendre vers des pratiques de pêche soutenable comme les repos biologiques à l'échelle sous régionale.

**Financial Afrik**

Projet Fonds d'Investissement-Agriculture, phase IV/ Atacora-Donga

## Plus de 625 millions pour la Construction de barrages et réhabilitation de pistes rurales

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a procédé les 24 et 25 février 2023 au lancement des travaux de construction de barrages et de réhabilitation de pistes rurales dans l'Atacora et la Donga. C'est dans le cadre de la phase IV du projet «Fonds d'Investissement-Agriculture (FI-Agri)».

● Bidossessi WANOU

Trois bas-fonds à aménager à Péhuncu, à Matalé et à Oubatcounbliéhoun dans la commune de Cobly pour respectivement 138.156.645 FCFA, 142.775.950 FCFA et 166.602.500 FCFA. En plus, 178.007.684 FCFA iront à la construction des deux barrages au niveau du bas-fond de Foubéa. Seront également exécutés, des travaux confortatifs en lot unique sur la piste Nanagandé -Yimpisseri-Tapoga d'un linéaire de 12,1 km dans la commune de Cobly. Dans la Donga, il sera construit en lot unique, deux barrages à Foubéa dans la commune de Djougou. C'est sur financement de la Coopération financière allemande KfW. Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Gaston Cossi Dossouhoui a souligné le but desdits ouvrages et le rôle des élus locaux dans le suivi de l'exécution des travaux. « Les besoins alimentaires s'accroissent et le marché national et régional est très demandeur. Donc, il faut produire beaucoup plus et en qualité, pour aller sur ce marché. Pour produire beaucoup plus, nous avons besoin, surtout pour le riz et les cultures maraîchères, d'avoir de bonnes semences, d'être très bien conseillés, mais de ne plus dépendre de la nature, donc de la pluie. Il faut maîtriser l'eau et en faire un très bon usage. C'est dans l'optique de maîtriser l'eau qui va



permettre d'accompagner les autres éléments entrant dans la capacité de donner le potentiel de production de ces périmètres, de réaliser des cultures de contre-saison, que ces travaux sont engagés. Nous avons pris le pari de produire un million de tonnes de riz paddy et d'en récompenser les meilleures communes productrices. J'invite donc les populations bénéficiaires des aménagements à prendre le pari avec nous pour aller à un développement de soi et de la Nation. Cet investissement permettra de réduire la pauvreté, de rendre chaque acteur plus riche et contribuer au développement de la Nation. Je voudrais dire aux entrepreneurs que la qualité des travaux et leur délai d'exécution sont non négociables. Que les élus locaux en soient les vrais gendarmes derrière eux. L'esprit du Président Patrice TALON, c'est de faire les choses indélébiles qui résistent au temps », a indiqué Gaston Cossi DOSSOUHOUI. Il a insisté sur la priorisation des femmes dans la répartition des par-

celles à exploiter au niveau de ces aménagements. « Les femmes d'abord, et les hommes après », a martelé Gaston Cossi DOSSOUHOUI. Coordonnateur national du projet, Hossoukpo TOUHAN HOUHOU, a justifié le choix de Cobly pour le lancement officiel dans l'Atacora. A l'en croire, la commune est appelée à relever le défi des difficultés rencontrées dans l'exécution de certaines réalisations dont elle a bénéficié au titre de la phase III. Des difficultés pour lesquelles il était envisagé exclure Cobly de la phase IV. Mais compte tenu de ses énormes potentialités agricoles, le ministre DOSSOUHOUI a insisté pour que Cobly y soit. Ce qui a particulièrement réjoui le maire de la commune. Maire de la commune de Cobly, Séraphin Nambima a témoigné que sa commune est celle qui bénéficie le plus des actions de Fi-Agri. Le maire en a remercié le ministre et le gouvernement qui ont choisi Cobly pour abriter une des universités d'agriculture à mettre en place.



Session ordinaire du conseil de supervision de OUASSA PÉHUNCO

## Le rapport d'activités du secrétaire exécutif validé par les élus

Conformément aux dispositions de l'article 96 du code de l'administration territoriale, le conseil communal dispose désormais d'un organe sous sa tutelle. Composé des Présidents des Commissions des Affaires Économiques et Financières (CAEF), des Affaires Domaniales et Environnementales (CADE), des Affaires Sociales, Sportives et Culturelles (CASSC) et de la Coopération et des Relations avec les Institutions (CCRI), des Adjointes au Maire et du Maire, le Conseil de Supervision assure, entre autres, le contrôle des actions du Secrétaire Exécutif.

Après son installation le 10 février 2023, il s'est réuni en session ordinaire en fin de semaine dernière dans la salle des délibérations de l'hôtel de ville pour l'examen et l'adoption du rapport d'activités du Secrétaire Exécutif, Bani T. Matchoudo pour le compte du mois de janvier 2023 suivis de l'étude et adoption des coûts des prestations de la mairie.

Au terme des travaux ayant connu l'adoption du rapport d'activités du Secrétaire Exécutif à l'unanimité des conseillers présents à cette session dirigée par le Maire Koto Orou Maré, il en ressort pour bientôt, des prix réformés pour toutes les prestations et services offerts à la population.

### Canada

## La plus grande patinoire du monde n'ouvrira pas cette année, une première historique

Le canal Rideau, la plus grande patinoire du monde classée au patrimoine mondial de l'Unesco, n'ouvrira pas cette année, une première. L'étendue de glace située à Ottawa, capitale du Canada, est victime d'un hiver trop doux. « Malgré tous nos efforts, la météo a eu raison de nous pour la première fois de notre histoire », a tristement confirmé ce vendredi le gestionnaire du canal sur Twitter. « Nous ne sommes pas en mesure d'ouvrir la patinoire pour la saison. »

### Le triste impact du changement climatique

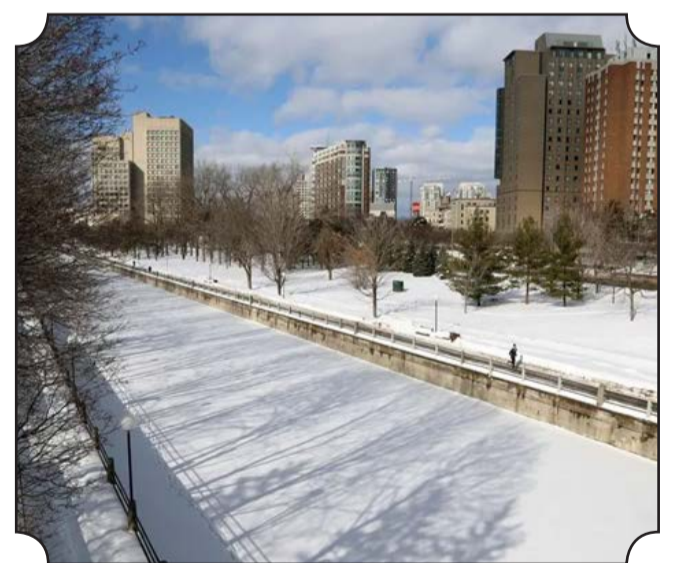
Pour que ce canal soit praticable aux patineurs, le mercure doit se maintenir entre -10 et -20 °C pendant près de deux semaines. Il était généralement accessible dès fin décembre dans les années 1970 mais a ouvert progressivement de plus en plus tard, souvent mi voire fin janvier. En 2020, il avait



fallu attendre le 28 janvier pour y patiner. Les températures plus basses enregistrées à Ottawa ce week-end n'ont pas suffi à inverser la tendance cette année. Mi-février, touristes et habitants d'Ottawa – qui se rendent parfois au travail en patinant – avaient fait part de leur déception. « J'aurais aimé pouvoir patiner dessus mais le mieux que je puisse faire maintenant, c'est de simplement l'ob-

conseil communal. Il faut préciser que tous les points inscrits à l'ordre du jour de cette session du conseil de supervision du conseil communal de Ouassa Péhuncu ont été adoptés à l'unanimité de ses membres.

Emmanuel AKAKPO  
(Br Atacora-Donga)



server », avait confié l'un d'entre eux. Avec des températures anormalement élevées en décembre 2022 et janvier 2023, Ottawa devrait enregistrer cette année son troisième hiver le plus chaud. Les effets du changement climatique sur le canal sont étudiés depuis plusieurs années. Long de 7,8 km, le fameux canal Rideau qui traverse la ville attire en moyenne 22.000 visiteurs par jour.

20minutes



**2**  
ÈME ÉDITION

# FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION, DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

*Thème*

« L'intermédiation et les innovations technologiques dans les dynamiques de l'inclusion financière »



**02 > 05**  
**MAI 2023**

HÔTEL  
02 FÉVRIER,  
LOMÉ - TOGO

☎ (228) 93 03 36 36  
☎ (228) 97 67 30 30  
☎ (228) 22 20 38 41

support@foni.africa  
www.foni.africa  
f t i FoniAfrica

LE PLUS GRAND HUB FINANCIER EN AFRIQUE DE L'OUEST